

# **REPORTERS WITHOUT BORDERS**

**FOR FREEDOM OF INFORMATION**

Conseil des droits de l'homme  
Examen Périodique Universel 2017  
30e session - avril-mai 2018

Octobre 2017

## **CONTRIBUTION DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) SUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN COLOMBIE**

1. Reporters sans frontières (RSF) est une organisation internationale indépendante basée à Paris, disposant d'un statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe et de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Elle possède des bureaux dans dix villes dont Bruxelles, Washington DC, Berlin, Tunis, Rio, Stockholm, et un réseau de correspondants dans 130 pays. En 2015, le bureau régional de RSF pour l'Amérique latine a ouvert à Rio, au Brésil.

### **Sécurité des journalistes : menaces, agressions et assassinats**

2. Depuis 2000, Reporters sans frontières (RSF) a comptabilisé 58 cas de journalistes assassinés en Colombie, en lien direct ou probable avec l'exercice de leur profession.

3. Lors du conflit armé qui a commencé au début des années 1960, les journalistes colombiens ont été les victimes récurrentes de menaces, d'agressions, d'enlèvements et d'assassinats. Selon les données du Centre National de la Mémoire Historique (CNMH), au moins 152 journalistes ont été tués dans le pays au cours de la période 1977-2015.

4. Les Accords de Paix, signés avec les Farc en septembre 2016, et l'absence d'assassinat de journaliste en 2016 et 2017 laissent envisager des jours meilleurs pour la liberté de la presse dans le pays, et un climat de travail plus serein pour la profession après plus de cinq décennies marquée par le conflit.

5. Cependant, la violence contre les journalistes, principalement sous la forme de menaces et d'agressions, continue d'être un des principaux problèmes pour la liberté d'expression dans le pays. L'organisation colombienne FLIP (Fondation pour la Liberté de la Presse), a relevé une hausse de ces cas de violences ces dernières années, avec notamment 108 cas de menaces et 47 cas d'agressions contre des journalistes en 2016.

6. Afin d'apporter un point de vue complet sur le sujet, la Fédération Colombienne des Journalistes (Fecolper) et Reporters sans frontières (RSF) ont présenté en 2015 un diagnostic complet sur le fonctionnement et la mise en place des mesures de protection des journalistes octroyées par l'Unité Nationale de Protection (UNP), entité rattachée au ministère de l'Intérieur colombien. Les entretiens réalisés en direct avec les bénéficiaires de ces mesures ont permis de mettre en exergue, une fois encore,

la réalité et la persistance des risques liés à l'exercice du journalisme en Colombie, et d'identifier les points suivants :

7. Les motivations qui poussent des agresseurs à menacer ou à attenter à l'intégrité physique des journalistes sont principalement liées à l'exercice du journalisme d'investigation, en particulier lorsque sont traités des sujets relatifs à :

- l'ordre public et à la description du/des conflit(s) armé(s) ;
- les possibles accointances entre des hommes politiques/autorités publiques et des groupes armés illégaux, en particulier les groupes paramilitaires, dénommés également Bacrim (bandes criminelles);
- les affaires de corruption (appels d'offres publics etc.), irrégularités fiscales, etc. ;
- des problématiques environnementales et/ou minières.

8. Les principaux responsables de ces agressions et menaces sont les groupes paramilitaires et les bandes criminelles (aussi appelées Bacrim), les représentants des forces de l'ordre et les hommes politiques. Et dans une moindre mesure : les propriétaires terriens, les chefs d'entreprises locales et les organisations de guérilleros.

9. Un autre méthode utilisée pour faire taire les journalistes est de les accuser d'être membres de guérillas : ils deviennent dès lors des cibles pour les Bacrim, ou font l'objet de procédures judiciaires abusives et injustifiées à leur encontre.

10. Dans la plupart des cas, les journalistes victimes de menaces sont contraints de quitter leur lieu de vie et de travail pour pouvoir bénéficier du Mécanisme de Protection. Des menaces individuelles et collectives à l'encontre de journalistes ou de membres de leurs familles ont aussi été relevées.

### **Défaillances du Mécanisme national de Protection (UNP) à protéger les journalistes**

Lors du dernier cycle de l'EPU en 2013, la Colombie avait accepté la recommandation 116.78 "de prendre de nouvelles mesures pour empêcher les violences contre sa population, dont des groupes particulièrement ciblés, tels que les (...) journalistes, en améliorant les programmes existants de protection et de prévention, en créant des campagnes d'éducation, et en assurant des mécanismes d'intervention et d'enquête effectifs, de la part des policiers".

11. Selon les données fournies par l'UNP, 142 journalistes bénéficient de mesures de protection émanant de l'État colombien en 2017. Le nombre de demandes de mesures de protection est passé de 211 en 2015 à 580 en 2016, et l'on compte déjà 457 demandes en cours pour l'année 2017.

12. L'UNP a cependant dû faire face à de violentes critiques sur sa capacité à évaluer les risques encourus par la profession, et a clairement fait preuve de négligences lors de l'assassinat du journaliste **Luis Carlos Cervantes**, le 12 août 2014 à Tarazá (Antioquia). Suite à des menaces répétées en lien avec son activité journalistique, l'UNP avait décidé de faire bénéficier à Cervantes d'un protocole de protection consistant en la mise à disposition de deux gardes du corps et d'une voiture. Cependant, le 23 juillet 2014, soit trois mois après la mise en place des mesures, le journaliste était avisé que cette protection lui était retirée au motif que le niveau de menace pesant sur lui était redescendu à un degré ordinaire (faible) et ce malgré des récentes menaces l'ayant contraint à rejoindre la ville de Medellín.

13. Cet assassinat a ouvert le débat sur les critères d'analyse et/ou la méthodologie utilisés par l'UNP pour évaluer le niveau de risque d'un journaliste. Des organisations de défense des droits humains comme *Somos Defensores* dénoncent la défaillance de l'UNP dans le cas de Luis Carlos Cervantes et dans celui de 4 leaders d'opinion colombiens.

14. En outre, l'UNP s'est vue mêlée, lors du 2nd semestre 2014, à une affaire de corruption. Un réseau de marchés publics corrompus avait été découvert, impliquant des membres de la direction et des

fonctionnaires de l'entité, ainsi que des entreprises et des agences d'intérim. Ces dernières faisaient gonfler leurs coûts et surfacturaient leurs prestations de services de sécurité dans le pays. Ainsi, une partie des ressources du budget de l'UNP a été détournée en faveur de quelques individus. De plus, les comptes régulièrement déficitaires présentés par l'UNP au ministère des Finances et l'opacité dans les procédures de choix des sous-traitants (services de sécurité et de protection privés), ont renforcé les soupçons de corruption au sein de l'entité. Le Contrôleur Général de la Nation a d'ailleurs émis un avis défavorable sur la gestion et les résultats de l'UNP en 2014. L'organisme de contrôle a pu évaluer le préjudice à 14.790 millions de pesos (US\$5'094.764 environ/ taux de change du 4 août 2015), provenant principalement de la tertiarisation des services de sécurité et de graves défaillances dans le contrôle et le suivi des contrats de services.

### **Impunité des violences contre les journalistes**

15. Lors du dernier cycle de l'EPU en 2013, la Colombie avait accepté la recommandation 116.75 d' "intensifier les efforts d'enquête et de poursuite des responsables de menaces ou de violences contre les défenseurs des droits de l'homme (...) et les journalistes". Pourtant, selon un rapport public du CNMH, seuls 4 cas de journalistes assassinés ont abouti à des condamnations lors des 35 dernières années. La FLIP, dans un autre rapport publié en 2015, signale que 47% des cas d'assassinats de journalistes ont été prescrits, et que 97% des crimes de journalistes restent impunis dans le pays.

16. RSF souhaite rappeler le cas emblématique de **Nelson Carvajal Carvajal**, journaliste de *Radio Sur* assassiné en avril 1998 et pour lequel la justice colombienne, après 17 ans de piétinements et d'irrégularités, n'est pas parvenue à identifier ni sanctionner les coupables. En 2015, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH-San José) s'est saisie du dossier. Lors des audiences réalisées les 22 et 23 août 2017, les représentants de l'Etat colombien ont déclaré que l'absence de condamnation dans cette affaire relevait de la responsabilité de la famille de Carvajal, et minimisé la situation d'impunité et de violences contre la presse dans le pays.

17. Certains crimes impunis impliquent par ailleurs directement des agents de l'Etat colombien, et en particulier des agents appartenant aux services de renseignement, en particulier l'ancien DAS (Département Administratif de Sécurité). Ainsi des hommes du DAS seraient impliqués dans l'assassinat du journaliste **Jaime Garzon** à Bogota, en 1999 - comme l'a révélé en 2001 la journaliste **Claudia Julieta Duque**. Depuis, cette dernière est elle-même victime de torture psychologique des services de renseignement. Au cours des 10 dernières années, Duque a ainsi dénoncé avoir été l'objet de nombreuses persécutions du DAS : enlevée en 2001, elle a dû quitter trois fois le pays entre 2001 et 2009 suite à des menaces à son encontre et contre des membres de sa famille. En 2009, un « manuel » utilisé pour la menacer a été découvert. Ses plaintes déposées entre 2001 et 2004 ont finalement abouti à l'ouverture d'une enquête en 2011. L'ouverture d'un procès pour délit de torture psychologique commis par un organisme rattaché à la Présidence de la République d'un pays est d'ailleurs une première dans le monde. Cinq ex-fonctionnaires du DAS sont actuellement en jugement.

### **Concentration des médias et pluralisme**

18. Même s'il existe plus de 200 stations de radios, 50 chaînes de TV et 50 journaux en Colombie, il n'y a en réalité peu de pluralisme dans les médias colombiens.

19. La concentration est particulièrement élevée dans le secteur de la télévision et de la radio. Les 4 principales chaînes TV (*Caracol, RCN, City TV* et *RCN Telenovelas*) concentrent 77,2% des audiences. Les stations de radio appartenant aux trois plus grandes entreprises de médias (*Organización Ardila Lülle, Grupo Prisa, Organización Radial Olímpica*) concentrent 73% de l'audience. Tous secteurs confondus (TV, radio et presse écrite), trois corporations (Adrilla Lülle, Santo Domingo Sarmiento Angulo) cumulent 57% du marché.

20. Les médias sont étroitement liés avec des empires économiques et la classe politique en Colombie. Cela met en danger leur indépendance éditoriale et renforce l'autocensure. Par ailleurs, les groupes médias financent parfois des campagnes électorales, ce qui génère ensuite des dépendances et des jeux d'influence particulièrement dangereux, notamment au niveau local, pour les journalistes.

21. Il n'existe pas de régulation claire pour la distribution de la publicité officielle, qui dépend directement du gouvernement. Cette situation génère des pressions économiques sur les petits médias, limite le pluralisme et renforce les situations de monopole et de concentration, notamment à l'échelle régionale.

## **Recommandations**

22. Créer et renforcer une unité d'investigation spéciale pour les délits commis contre la liberté d'expression, au sein du Parquet fédéral (Fiscalía General de la Nación) dans le but d'améliorer l'accès à la justice pour les journalistes cibles de violences et de renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs d'exactions contre les journalistes qui reste l'un des défis majeurs pour l'État colombien.

23. Assurer les conditions nécessaires à l'existence d'un paysage médiatique pluraliste et divers, conformément à l'Article 75 de la Constitution Politique de la Colombie (1991) qui prévoit la mise en place de lois anti-monopoles dans le secteur des communications. De même, développer des politiques publiques qui favorisent l'existence et la pérennité des médias communautaires, notamment dans des régions rurales et plus isolées du pays.

24. Réformer le Mécanisme nationale de protection de l'UNP en considérant les aspects suivants :

- Réviser la méthodologie utilisée pour l'évaluation des niveaux de risques en prenant en compte les apports d'organisations locales afin que les mesures de protections octroyées soient les plus adaptées à la situation des journalistes sur le terrain ;
- Former correctement les personnels de l'UNP en les sensibilisant aux questions liées à la liberté d'information, et fluidifier les échanges entre les différents services de l'UNP pour accélérer la prise de décision et trouver des réponses mieux adaptées aux besoins du terrain des journalistes au quotidien ;
- Redéfinir les contours du programme pour qu'il n'agisse pas seulement en réaction aux violences, mais qu'il puisse également anticiper les risques et créer un climat sûr ;
- Assurer une meilleure coordination entre les différents organismes impliqués de l'État, comme par exemple avec le Ministère de la justice, afin d'assurer une lutte efficace contre l'impunité.

## **Contacts Reporters sans frontières (RSF)**

Emmanuel Colombié  
Directeur Amérique latine  
Tél: +55 21 9 7368 8558  
Email: [ameriques@rsf.org](mailto:ameriques@rsf.org)

Sophie Busson  
Responsable du plaidoyer institutionnel  
Tél: +33 1 4483 6055  
Email: [sbusson@rsf.org](mailto:sbusson@rsf.org)

Fabiola León  
Correspondante en Colombie  
Tél: 3002037484  
Email: [periodistafablp@gmail.com](mailto:periodistafablp@gmail.com)